

# Document

## La microfinance vue par la Banque mondiale

(<http://web.worldbank.org>)

**Date ? 2011**

### **Aperçu**

- Environ 2,7 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services financiers formels. Les populations pauvres doivent par conséquent recourir à des alternatives informelles, généralement plus coûteuses et moins fiables.
- La crise financière mondiale a eu de graves répercussions sur les services de crédit dans le monde entier. Si le nombre de comptes de prêt n'a globalement pas évolué entre 2008 et 2009, le volume des prêts en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des économies.
- Il existe cependant des tendances encourageantes en matière d'inclusion financière : en dépit de la contraction des économies, l'accès à la finance formelle a progressé dans les pays en développement en 2009.
  - Le nombre de comptes de dépôt dans le monde a enregistré une progression moyenne de 4,3 %. Ce sont les pays appartenant à la tranche des 20 % les plus pauvres qui ont connu la plus grande augmentation dans l'ouverture de nouveaux comptes, ce qui signifie que l'accès progresse plus vite dans les pays les moins développés.
- Parallèlement, le système financier s'est développé en termes de couverture physique. Les nouvelles technologies ont en effet permis d'étendre la couverture hors agence. À l'échelle mondiale, une agence bancaire, cinq distributeurs automatiques de billets (DAB) et 167 terminaux de points de vente pour 100 000 adultes ont été créés en 2009. Et c'est dans les pays à faible revenu que ces indicateurs ont enregistré les plus fortes progressions, ce qui constitue un autre signe de l'amélioration des services financiers.
- L'accès aux services financiers se révèle être un instrument extrêmement efficace pour aider les populations pauvres à faire face à des revenus irréguliers, acquérir des biens et réduire leur vulnérabilité au stress économique.
- Les populations pauvres gèrent généralement leurs besoins de services financiers en recourant à des moyens qui sont pour la plupart informels. Ils peuvent accéder à un crédit auprès de prêteurs informels, généralement à un taux d'intérêt très élevé. Les services d'épargne sont disponibles à travers des clubs d'épargne, des tontines, des associations de crédit et autres sociétés mutualistes. Mais ces organisations informelles sont erratiques et précaires. Aux yeux des banques, les pauvres ne sont traditionnellement pas considérés comme un marché viable.
- Différents types de prestataires de services financiers ont vu le jour qui répondent aux besoins des populations pauvres et ouvrent la voie à de nouvelles possibilités : ONG, coopératives, institutions de développement communautaire telles que les groupes d'entraide et les caisses d'épargne et de crédit, banques commerciales et d'État, sociétés d'assurances

et de gestion de cartes de crédit, services de télécommunication et de transfert de fonds, services postaux et autres points de vente.

- Ces prestataires ont développé leurs gammes de produits et amélioré leurs techniques et leurs services au fur et à mesure que les populations pauvres ont prouvé leur capacité à rembourser les emprunts et leur volonté d'épargner. L'utilisation de la téléphonie mobile dans le domaine des services bancaires rend la prestation beaucoup plus pratique et sûre, et permet d'atteindre plus facilement les populations vivant dans des zones reculées.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à soutenir la formation de marchés financiers locaux équitables et la constitution d'un secteur de la microfinance solide dans les économies en développement. Plusieurs institutions au sein du Groupe ont des rôles complémentaires dans la réalisation de l'objectif d'accès universel aux services financiers.

- **La Société financière internationale (IFC)** est le principal investisseur du Groupe de la Banque mondiale dans le domaine de la microfinance. Il s'agit aussi de l'investisseur multilatéral qui sert le plus grand nombre d'institutions de microfinance : plus de 100, réparties dans plus de 60 pays – dont 21 pays d'Afrique subsaharienne. L'IFC est également l'un des principaux investisseurs dans le monde en termes de volume. Au mois de juin 2010, l'IFC avait engagé 1,7 milliard de dollars pour la microfinance, dont 416 millions de dollars au cours de l'exercice 2010.
- **La Banque mondiale** – Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA) – fournit aux gouvernements des conseils stratégiques et des financements destinés à appuyer le développement du marché et de l'emprunt. Au mois de juin 2010, la BIRD et l'IDA avait engagé 4,5 milliards de dollars à l'appui du financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) – 2,45 milliards de dollars pour le financement des PME et 2,05 milliards de dollars pour la microfinance –, ce qui représente près de 2 % de la totalité des engagements de la Banque mondiale. Ce soutien, déployé à travers 73 projets d'investissement en cours dans 50 pays, permet aux institutions financières de servir les ménages pauvres et les petites entreprises, et de les aider à satisfaire leurs besoins financiers, faire marcher leur activité et acquérir des biens.
- **Le Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres (CGAP)** est un partenariat multi-donateurs pour la microfinance basé au sein de la Banque mondiale. Le CGAP contribue au progrès de la microfinance en favorisant l'harmonisation des normes du secteur, en finançant les innovations et en diffusant les meilleures pratiques. Il fournit également des services de conseil aux pouvoirs publics, aux prestataires de microfinance, aux bailleurs de fonds et aux investisseurs. Le CGAP est soutenu par une trentaine d'agences de développement et de fondations privées ayant pour mission commune de réduire la pauvreté.

### **Le rôle du Groupe de la Banque mondiale dans la microfinance**

Le Groupe de la Banque mondiale est un acteur clé dans la promotion de l'accès des plus pauvres au financement, en termes d'investissement, de conseil, d'innovation et de recherche.

#### **IFC**

La Société financière internationale (IFC) se consacre à la création et au soutien d'institutions de microfinance qui soient commercialement viables et capables d'attirer les capitaux privés. L'IFC sert de catalyseur en montrant que la microfinance commerciale est rentable, en l'enrichissant de produits financiers novateurs et en la promouvant comme une nouvelle catégorie d'actifs. L'IFC veille à ce que la microfinance profite aux personnes et aux régions qui en ont le plus besoin, notamment les pays fragiles ou touchés par un conflit. L'IFC est déjà active dans ces pays, notamment l'Afghanistan, le Kosovo, le Libéria, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone. Voici quelques exemples de projets :

- **BRAC**: L'IFC a procédé au montage d'une garantie partielle de crédit en monnaie nationale de 18 millions de dollars pour soutenir un prêt octroyé par Citibank Dhaka à la BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee). L'un des plus importants établissements de microfinance du Bangladesh, la BRAC compte 6,2 millions d'emprunteurs et son portefeuille de prêts s'élève à un montant exceptionnel de 636 millions de dollars.
- **Mécanisme de promotion de la microfinance (MEF)** : Bien que la microfinance commerciale continue dans l'ensemble de bien se porter, les institutions rencontrent plus de difficultés à attirer de nouveaux capitaux et à refinancer leur dette en raison de la crise financière mondiale. Pour aider ce secteur essentiel à retrouver la confiance du marché et à préserver sa dynamique dans la lutte contre la pauvreté, l'IFC et l'agence de développement allemande KfW ont lancé en 2009 le Mécanisme de promotion de la microfinance avec budget de 500 millions de dollars. Ce mécanisme à court et moyen terme a bénéficié à son lancement d'une contribution de l'IFC de 150 millions de dollars et d'une contribution de la KfW de 130 millions de dollars. Le MEF a déjà décaissé près de 100 millions de dollars en faveur de 22 établissements de microfinance et prévoit d'en soutenir plus de 100 autres dans 40 pays. Il est géré par Blue Orchard Finance, Cyrano Management et ResponsAbility Social Investments, trois des principaux gestionnaires de fonds du secteur.
- **ProCredit Holding (PCH)** est le client le plus ancien et le plus important de l'IFC dans le secteur de la microfinance. PCH comprend 21 banques ayant des activités en Afrique, Amérique latine et Europe de l'Est, et disposant au total de 831 succursales dans le monde. Son rôle est de fournir des services bancaires de qualité aux petites et microentreprises. Au 30 décembre 2009, PCH avait un volume d'encours de 3 milliards d'euros dans le cadre de 920 518 prêts. En 2010, les investissements de l'IFC dans PCH et ses filiales se chiffraient à 167,8 millions de dollars.

## **BIRD/IDA**

La BIRD et l'IDA soutiennent les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) par le biais de lignes de crédit aux gouvernements, d'un appui plus large au développement du marché et de conseils techniques. En juin 2010, la BIRD et l'IDA avait engagé 4,5 milliards de dollars à l'appui du financement des MPME, ce qui représente près de 2 % de la totalité des engagements de la Banque mondiale. Sur cette somme, 2,45 milliards de dollars ont été destinés au financement des PME et 2,05 milliards de dollars à la microfinance.

- Le soutien qu'apporte la Banque mondiale au financement des MPME prend des formes diverses et atteint un éventail varié de bénéficiaires finaux : cela va par exemple de l'octroi d'importantes lignes de crédit en faveur de PME en Turquie *via* le secteur financier formel à l'appui de prêts de 100 dollars destinés à des femmes pauvres vivant dans des régions rurales indiennes par le biais de projets de développement de proximité.

- Les projets de la Banque mondiale qui appuient le financement des MPME peuvent inclure les types d'opérations suivants :
  - o Ligne de crédit : financer les banques de gros et de dépôt pour qu'elles élargissent le crédit aux MPME
  - o Développement institutionnel : appuyer le renforcement des capacités des institutions financières pour qu'elles puissent étendre leur portée, développer des produits pour le marché des MPME et améliorer la pérennité financière et/ou opérationnelle
  - o Constitution d'un environnement porteur : renforcer la capacité des autorités financières à réglementer et soutenir les institutions financières au niveau national.

### ***Le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (CGAP)***

Le CGAP est un centre indépendant de recherche et de développement de politiques dont l'objectif est de faire progresser l'accès des plus pauvres aux services financiers. Il est soutenu par une trentaine d'agences de développement et de fondations privées qui partagent une mission commune : réduire la pauvreté. Basé au sein de la Banque mondiale, le CGAP, fournit des informations commerciales, encourage la création de normes, développe des solutions novatrices et offre des services de conseil aux pouvoirs publics, aux prestataires de microfinance, aux bailleurs de fonds et aux investisseurs. Cette institution est aujourd'hui largement reconnue pour être la principale source d'informations sur le secteur de la microfinance. Outre ses publications gratuites, le CGAP offre, avec son Portail de la microfinance ([www.microfinancegateway.org](http://www.microfinancegateway.org)), le centre de ressources en ligne le plus complet (4 millions de pages ont été visualisées au cours de l'exercice 2010). Voici quelques exemples de projets appuyés par le CGAP :

- **Les nouvelles technologies de prestation de services, telles que les téléphones portables, réduisent les coûts et améliorent l'efficacité.** De nombreuses grandes institutions et banques de microfinance offrant leurs services aux populations pauvres s'appuient désormais sur la technologie pour permettre à leurs clients d'effectuer paiements, transferts et retraits d'argent en dehors des agences bancaires. Ces dispositifs incluent les distributeurs automatiques de billets, les cartes de crédit et les services bancaires par téléphone portable. Grâce au soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates et du ministère britannique du Développement international (DFID), le CGAP a engagé 15,4 millions de dollars en faveur de 17 initiatives réparties dans 12 pays et associant des institutions de microfinance, des banques, des opérateurs de téléphonie mobile et des fournisseurs de systèmes de paiement. Ces initiatives, qui ciblent des millions de personnes jusqu'à présent exclues des services bancaires, sont destinées à expérimenter des canaux de distribution basés sur les nouvelles technologies et permettant de desservir les familles pauvres, notamment dans les régions rurales et reculées. Le CGAP travaille par exemple avec la Society for the Elimination of Rural Poverty dans l'État indien de l'Andhra Pradesh pour permettre à 800 000 groupes de crédit et d'épargne d'exercer leur comptabilité en temps réel et d'établir les profils d'emprunteur pour leurs 9 millions de membres ; au Mexique, il aide l'enseigne OXXO, plus grande chaîne de supermarchés du pays avec 7 600 magasins, à abriter un réseau de comptoirs bancaires pour six banques ; en Afrique du Sud, il est associé à WIZZIT, première banque « mobile » du continent, pour expérimenter l'adoption des services bancaires par téléphone portable dans les zones rurales sud-africaines. Par le biais de ces projets et de sa propre recherche, le CGAP a fait progresser les connaissances sur le potentiel qu'offre la banque à distance pour desservir à faible coût les populations pauvres. Le CGAP collabore également avec les pouvoirs publics à la construction de cadres

politiques et réglementaires cohérents ayant pour objectif de faire cohabiter les besoins des clients avec des règles prudentielles et de sécurité.

- **Desservir les plus pauvres.** Les services de microfinance n'atteignent généralement pas les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour. Pour les personnes les plus démunies n'ayant pas de revenus réguliers, d'autres formes d'aide sont requises, qui concernent la fourniture d'une aide alimentaire, d'eau potable, d'infrastructures de base, de logements et d'activités génératrices de revenus. Les programmes de transferts en espèces pour la protection sociale, l'aide alimentaire et les mécanismes de garantie de l'emploi peuvent aider à répondre aux besoins de consommation immédiats des plus pauvres. Cependant, la microfinance peut aider à développer des activités génératrices de revenus ou à acquérir des biens afin que les individus sortent à long terme de la pauvreté. Lancé en 2006, le Programme de progression CGAP-Ford Foundation explore comment filets de protection sociale, formations aux moyens de subsistance et services financiers peuvent être organisés pour sortir les populations de l'extrême pauvreté, selon une méthodologie développée par la BRAC au Bangladesh. Le programme soutient la mise en œuvre de neuf initiatives pilotes en Haïti, en Inde, au Pakistan, au Honduras, au Pérou, en Ethiopie et au Yémen, en partenariat avec des organisations locales. Quatre projets sont à présent terminés, avec le taux de réussite suivant : 93 % des participants en moyenne sont sortis de l'extrême pauvreté, sur la base de critères pertinents tels que la sécurité alimentaire, la stabilisation des revenus, l'accès aux soins de santé et la réalisation d'un plan d'avenir. Ces initiatives pilotes sont mises en place en partenariat avec des fournisseurs de services financiers, des ONG et des programmes sociaux d'État. Plusieurs d'entre elles mesurent leur impact sur les conditions de vie des participants par des évaluations aléatoires et des études qualitatives.

## Aperçu

- Environ 2,7 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services financiers formels. Les populations pauvres doivent par conséquent recourir à des alternatives informelles, généralement plus coûteuses et moins fiables.
- La crise financière mondiale a eu de graves répercussions sur les services de crédit dans le monde entier. Si le nombre de comptes de prêt n'a globalement pas évolué entre 2008 et 2009, le volume des prêts en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des économies.
- Il existe cependant des tendances encourageantes en matière d'inclusion financière : en dépit de la contraction des économies, l'accès à la finance formelle a progressé dans les pays en développement en 2009.
  - Le nombre de comptes de dépôt dans le monde a enregistré une progression moyenne de 4,3 %. Ce sont les pays appartenant à la tranche des 20 % les plus pauvres qui ont connu la plus grande augmentation dans l'ouverture de nouveaux comptes, ce qui signifie que l'accès progresse plus vite dans les pays les moins développés.
- Parallèlement, le système financier s'est développé en termes de couverture physique. Les nouvelles technologies ont en effet permis d'étendre la couverture hors agence. À l'échelle mondiale, une agence bancaire, cinq distributeurs automatiques de billets (DAB) et 167 terminaux de points de vente pour 100 000 adultes ont été créés en 2009. Et c'est dans les pays à faible revenu que ces indicateurs ont enregistré les plus fortes progressions, ce qui constitue un autre signe de l'amélioration des services financiers.

- L'accès aux services financiers se révèle être un instrument extrêmement efficace pour aider les populations pauvres à faire face à des revenus irréguliers, acquérir des biens et réduire leur vulnérabilité au stress économique.
- Les populations pauvres gèrent généralement leurs besoins de services financiers en recourant à des moyens qui sont pour la plupart informels. Ils peuvent accéder à un crédit auprès de prêteurs informels, généralement à un taux d'intérêt très élevé. Les services d'épargne sont disponibles à travers des clubs d'épargne, des tontines, des associations de crédit et autres sociétés mutualistes. Mais ces organisations informelles sont erratiques et précaires. Aux yeux des banques, les pauvres ne sont traditionnellement pas considérés comme un marché viable.
- Différents types de prestataires de services financiers ont vu le jour qui répondent aux besoins des populations pauvres et ouvrent la voie à de nouvelles possibilités : ONG, coopératives, institutions de développement communautaire telles que les groupes d'entraide et les caisses d'épargne et de crédit, banques commerciales et d'État, sociétés d'assurances et de gestion de cartes de crédit, services de télécommunication et de transfert de fonds, services postaux et autres points de vente.
- Ces prestataires ont développé leurs gammes de produits et amélioré leurs techniques et leurs services au fur et à mesure que les populations pauvres ont prouvé leur capacité à rembourser les emprunts et leur volonté d'épargner. L'utilisation de la téléphonie mobile dans le domaine des services bancaires rend la prestation beaucoup plus pratique et sûre, et permet d'atteindre plus facilement les populations vivant dans des zones reculées.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à soutenir la formation de marchés financiers locaux équitables et la constitution d'un secteur de la microfinance solide dans les économies en développement. Plusieurs institutions au sein du Groupe ont des rôles complémentaires dans la réalisation de l'objectif d'accès universel aux services financiers.

- **La Société financière internationale (IFC)** est le principal investisseur du Groupe de la Banque mondiale dans le domaine de la microfinance. Il s'agit aussi de l'investisseur multilatéral qui sert le plus grand nombre d'institutions de microfinance : plus de 100, réparties dans plus de 60 pays – dont 21 pays d'Afrique subsaharienne. L'IFC est également l'un des principaux investisseurs dans le monde en termes de volume. Au mois de juin 2010, l'IFC avait engagé 1,7 milliard de dollars pour la microfinance, dont 416 millions de dollars au cours de l'exercice 2010.
- **La Banque mondiale** – Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA) – fournit aux gouvernements des conseils stratégiques et des financements destinés à appuyer le développement du marché et de l'emprunt. Au mois de juin 2010, la BIRD et l'IDA avait engagé 4,5 milliards de dollars à l'appui du financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) – 2,45 milliards de dollars pour le financement des PME et 2,05 milliards de dollars pour la microfinance –, ce qui représente près de 2 % de la totalité des engagements de la Banque mondiale. Ce soutien, déployé à travers 73 projets d'investissement en cours dans 50 pays, permet aux institutions financières de servir les ménages pauvres et les petites entreprises, et de les aider à satisfaire leurs besoins financiers, faire marcher leur activité et acquérir des biens.

- **Le Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres (CGAP)** est un partenariat multi-donateurs pour la microfinance basé au sein de la Banque mondiale. Le CGAP contribue au progrès de la microfinance en favorisant l'harmonisation des normes du secteur, en finançant les innovations et en diffusant les meilleures pratiques. Il fournit également des services de conseil aux pouvoirs publics, aux prestataires de microfinance, aux bailleurs de fonds et aux investisseurs. Le CGAP est soutenu par une trentaine d'agences de développement et de fondations privées ayant pour mission commune de réduire la pauvreté.

### **Le rôle du Groupe de la Banque mondiale dans la microfinance**

Le Groupe de la Banque mondiale est un acteur clé dans la promotion de l'accès des plus pauvres au financement, en termes d'investissement, de conseil, d'innovation et de recherche.

#### **IFC**

La Société financière internationale (IFC) se consacre à la création et au soutien d'institutions de microfinance qui soient commercialement viables et capables d'attirer les capitaux privés. L'IFC sert de catalyseur en montrant que la microfinance commerciale est rentable, en l'enrichissant de produits financiers novateurs et en la promouvant comme une nouvelle catégorie d'actifs. L'IFC veille à ce que la microfinance profite aux personnes et aux régions qui en ont le plus besoin, notamment les pays fragiles ou touchés par un conflit. L'IFC est déjà active dans ces pays, notamment l'Afghanistan, le Kosovo, le Libéria, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone. Voici quelques exemples de projets :

- **BRAC**: L'IFC a procédé au montage d'une garantie partielle de crédit en monnaie nationale de 18 millions de dollars pour soutenir un prêt octroyé par Citibank Dhaka à la BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee). L'un des plus importants établissements de microfinance du Bangladesh, la BRAC compte 6,2 millions d'emprunteurs et son portefeuille de prêts s'élève à un montant exceptionnel de 636 millions de dollars.
- **Mécanisme de promotion de la microfinance (MEF)** : Bien que la microfinance commerciale continue dans l'ensemble de bien se porter, les institutions rencontrent plus de difficultés à attirer de nouveaux capitaux et à refinancer leur dette en raison de la crise financière mondiale. Pour aider ce secteur essentiel à retrouver la confiance du marché et à préserver sa dynamique dans la lutte contre la pauvreté, l'IFC et l'agence de développement allemande KfW ont lancé en 2009 le Mécanisme de promotion de la microfinance avec budget de 500 millions de dollars. Ce mécanisme à court et moyen terme a bénéficié à son lancement d'une contribution de l'IFC de 150 millions de dollars et d'une contribution de la KfW de 130 millions de dollars. Le MEF a déjà décaissé près de 100 millions de dollars en faveur de 22 établissements de microfinance et prévoit d'en soutenir plus de 100 autres dans 40 pays. Il est géré par Blue Orchard Finance, Cyrano Management et ResponsAbility Social Investments, trois des principaux gestionnaires de fonds du secteur.
- **ProCredit Holding (PCH)** est le client le plus ancien et le plus important de l'IFC dans le secteur de la microfinance. PCH comprend 21 banques ayant des activités en Afrique, Amérique latine et Europe de l'Est, et disposant au total de 831 succursales dans le monde. Son rôle est de fournir des services bancaires de qualité aux petites et microentreprises. Au 30 décembre 2009, PCH avait un volume d'encours de 3 milliards d'euros dans le cadre de

920 518 prêts. En 2010, les investissements de l'IFC dans PCH et ses filiales se chiffraient à 167,8 millions de dollars.

### **BIRD/IDA**

La BIRD et l'IDA soutiennent les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) par le biais de lignes de crédit aux gouvernements, d'un appui plus large au développement du marché et de conseils techniques. En juin 2010, la BIRD et l'IDA avait engagé 4,5 milliards de dollars à l'appui du financement des MPME, ce qui représente près de 2 % de la totalité des engagements de la Banque mondiale. Sur cette somme, 2,45 milliards de dollars ont été destinés au financement des PME et 2,05 milliards de dollars à la microfinance.

- Le soutien qu'apporte la Banque mondiale au financement des MPME prend des formes diverses et atteint un éventail varié de bénéficiaires finaux : cela va par exemple de l'octroi d'importantes lignes de crédit en faveur de PME en Turquie *via* le secteur financier formel à l'appui de prêts de 100 dollars destinés à des femmes pauvres vivant dans des régions rurales indiennes par le biais de projets de développement de proximité.
- Les projets de la Banque mondiale qui appuient le financement des MPME peuvent inclure les types d'opérations suivants :
  - o Ligne de crédit : financer les banques de gros et de dépôt pour qu'elles élargissent le crédit aux MPME
  - o Développement institutionnel : appuyer le renforcement des capacités des institutions financières pour qu'elles puissent étendre leur portée, développer des produits pour le marché des MPME et améliorer la pérennité financière et/ou opérationnelle
  - o Constitution d'un environnement porteur : renforcer la capacité des autorités financières à réglementer et soutenir les institutions financières au niveau national.

### ***Le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (CGAP)***

Le CGAP est un centre indépendant de recherche et de développement de politiques dont l'objectif est de faire progresser l'accès des plus pauvres aux services financiers. Il est soutenu par une trentaine d'agences de développement et de fondations privées qui partagent une mission commune : réduire la pauvreté. Basé au sein de la Banque mondiale, le CGAP, fournit des informations commerciales, encourage la création de normes, développe des solutions novatrices et offre des services de conseil aux pouvoirs publics, aux prestataires de microfinance, aux bailleurs de fonds et aux investisseurs. Cette institution est aujourd'hui largement reconnue pour être la principale source d'informations sur le secteur de la microfinance. Outre ses publications gratuites, le CGAP offre, avec son Portail de la microfinance ([www.microfinancegateway.org](http://www.microfinancegateway.org)), le centre de ressources en ligne le plus complet (4 millions de pages ont été visualisées au cours de l'exercice 2010). Voici quelques exemples de projets appuyés par le CGAP :

- **Les nouvelles technologies de prestation de services, telles que les téléphones portables, réduisent les coûts et améliorent l'efficacité.** De nombreuses grandes institutions et banques de microfinance offrant leurs services aux populations pauvres s'appuient désormais sur la technologie pour permettre à leurs clients d'effectuer paiements, transferts et retraits d'argent en dehors des agences bancaires. Ces dispositifs incluent les distributeurs automatiques de billets, les cartes de crédit et les services bancaires par téléphone portable. Grâce au soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates et du ministère britannique du Développement international (DFID), le CGAP a engagé 15,4 millions de dollars en faveur

de 17 initiatives réparties dans 12 pays et associant des institutions de microfinance, des banques, des opérateurs de téléphonie mobile et des fournisseurs de systèmes de paiement. Ces initiatives, qui ciblent des millions de personnes jusqu'à présent exclues des services bancaires, sont destinées à expérimenter des canaux de distribution basés sur les nouvelles technologies et permettant de desservir les familles pauvres, notamment dans les régions rurales et reculées. Le CGAP travaille par exemple avec la Society for the Elimination of Rural Poverty dans l'État indien de l'Andhra Pradesh pour permettre à 800 000 groupes de crédit et d'épargne d'exercer leur comptabilité en temps réel et d'établir les profils d'emprunteur pour leurs 9 millions de membres ; au Mexique, il aide l'enseigne OXXO, plus grande chaîne de supermarchés du pays avec 7 600 magasins, à abriter un réseau de comptoirs bancaires pour six banques ; en Afrique du Sud, il est associé à WIZZIT, première banque « mobile » du continent, pour expérimenter l'adoption des services bancaires par téléphone portable dans les zones rurales sud-africaines. Par le biais de ces projets et de sa propre recherche, le CGAP a fait progresser les connaissances sur le potentiel qu'offre la banque à distance pour desservir à faible coût les populations pauvres. Le CGAP collabore également avec les pouvoirs publics à la construction de cadres politiques et réglementaires cohérents ayant pour objectif de faire cohabiter les besoins des clients avec des règles prudentielles et de sécurité.

- **Desservir les plus pauvres.** Les services de microfinance n'atteignent généralement pas les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour. Pour les personnes les plus démunies n'ayant pas de revenus réguliers, d'autres formes d'aide sont requises, qui concernent la fourniture d'une aide alimentaire, d'eau potable, d'infrastructures de base, de logements et d'activités génératrices de revenus. Les programmes de transferts en espèces pour la protection sociale, l'aide alimentaire et les mécanismes de garantie de l'emploi peuvent aider à répondre aux besoins de consommation immédiats des plus pauvres. Cependant, la microfinance peut aider à développer des activités génératrices de revenus ou à acquérir des biens afin que les individus sortent à long terme de la pauvreté. Lancé en 2006, le Programme de progression CGAP-Ford Foundation explore comment filets de protection sociale, formations aux moyens de subsistance et services financiers peuvent être organisés pour sortir les populations de l'extrême pauvreté, selon une méthodologie développée par la BRAC au Bangladesh. Le programme soutient la mise en œuvre de neuf initiatives pilotes en Haïti, en Inde, au Pakistan, au Honduras, au Pérou, en Ethiopie et au Yémen, en partenariat avec des organisations locales. Quatre projets sont à présent terminés, avec le taux de réussite suivant : 93 % des participants en moyenne sont sortis de l'extrême pauvreté, sur la base de critères pertinents tels que la sécurité alimentaire, la stabilisation des revenus, l'accès aux soins de santé et la réalisation d'un plan d'avenir. Ces initiatives pilotes sont mises en place en partenariat avec des fournisseurs de services financiers, des ONG et des programmes sociaux d'État. Plusieurs d'entre elles mesurent leur impact sur les conditions de vie des participants par des évaluations aléatoires et des études qualitatives.